



**NATIONS UNIES**

# **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

## **RAPPORT ANNUEL**

**(30 mars 1960 — 15 mai 1961)**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 4**

**NEW YORK**

## 207 (IX). Industries de biens d'équipement

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant* que le développement industriel des pays de la région tend à prendre une orientation plus équilibrée en faisant une place plus grande à la transformation locale des matières premières, combustibles et produits semi-finis, ce qui crée une demande toujours plus importante de biens d'équipement essentiels,

*Considérant* que les industries mécaniques, et en particulier l'industrie mécanique lourde, ont déjà atteint, dans les pays les plus industrialisés d'Amérique latine, un degré de développement qui leur permet d'envisager la fabrication de ces biens d'équipement,

*Considérant* que la production de biens d'équipement serait avantageuse pour les divers pays, et pour la région, parce qu'elle rendrait possible, d'une part, une économie importante de devises et, d'autre part — en raison du caractère particulier de ce genre de fabrication, qui peut s'effectuer par la coordination des ressources — une meilleure utilisation de la capacité productive des entreprises mécaniques,

*Considérant* que, des études que la CEPAL entreprend dans ce domaine, il ressort que malgré des conditions favorables à cette fabrication, on constate, dans le développement de cette activité, un retard dû à des facteurs étrangers à la technique et à la capacité de production des entreprises,

*Considérant* que l'analyse de ces facteurs montre que l'insuffisance du financement à moyen et à long terme pour les ventes de ces biens d'équipement constitue l'obstacle le plus important à l'expansion de l'industrie,

*Considérant* que les organismes nationaux ne disposent pas de ressources suffisantes pour faire face à ces besoins, mais qu'ils constituent une base pour établir un mécanisme de financement et obtenir l'apport de ressources complémentaires provenant de l'extérieur,

*Décide :*

1. De recommander aux gouvernements des pays d'Amérique latine de favoriser, par leur politique de crédit applicable aux opérations des banques privées et, le cas échéant, par l'intermédiaire de leurs banques du commerce extérieur ou de leurs institutions de développement, le financement à moyen et à long terme de l'écoulement de biens d'équipement produits dans ces pays, dans la mesure où cela sera compatible avec leurs conditions économiques et, notamment, monétaires ;

2. De recommander aux gouvernements membres de la Commission de donner pour instructions à leurs représentants auprès des organismes internationaux de financement d'inviter ces organismes à étudier le problème du crédit à moyen et à long terme en faveur du financement de l'écoulement des biens d'équipement produits en Amérique latine, ainsi que la manière dont ils pourraient seconder dans ce domaine les institutions nationales de crédit, et à contribuer activement à la mise en application des recommandations présentées à la suite de cette étude ;

3. De prier le Secrétariat de poursuivre ses travaux relatifs à la fabrication des biens d'équipement et de

collaborer avec les organismes nationaux dans l'établissement de projets précis qui seraient présentés aux institutions internationales de financement compétentes afin d'orienter leur action de manière à atteindre les objectifs susmentionnés grâce à une combinaison des ressources nationales et internationales.

13 mai 1961.

## 208 (IX). Intégration régionale

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant* les progrès que divers pays ont réalisés dans la programmation du développement de leur économie,

*Tenant compte* de l'utilité qu'il y aurait à ce que les Etats parties au Traité de Montevideo et au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale — et ceux qui se proposent d'y devenir parties — s'efforcent de coordonner leurs plans ou politiques de développement avec les nouvelles réalités économiques créées par l'existence de ces instruments d'intégration régionale,

*Décide :*

1. De recommander aux Etats parties au Traité de Montevideo et au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale — et à ceux qui se proposent d'y devenir parties — de tenir compte, en préparant et en exécutant leurs plans et politiques de développement économique, des conditions nouvelles de marché et de concurrence et des possibilités d'intégration régionale que l'existence de ces traités a créées ;

2. De recommander au Secrétariat de la CEPAL d'examiner, sur la demande des Etats parties au Traité de Montevideo et au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale — et de ceux qui se proposent d'y devenir parties — dans quelle mesure les objectifs visés par eux, tels qu'ils sont indiqués dans leurs programmes, ou dans d'autres exposés de la politique économique qu'ils se proposent de suivre, sont compatibles avec les aspirations énoncées dans les traités précités ;

3. De demander au Secrétariat d'aider, sur leur demande, les gouvernements précités à coordonner leurs programmes de développement avec les buts du Traité de Montevideo et du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale.

13 mai 1961.

## 209 (IX). Experts des questions du travail

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant* que la classe ouvrière organisée est en mesure d'apporter une précieuse contribution à l'étude des problèmes sociaux du développement, en même temps que d'appuyer les programmes nationaux découlant des recommandations pertinentes,

*Décide* de recommander au Secrétariat de la CEPAL de veiller à ce que des experts des questions du travail associés au mouvement ouvrier participent, quand il y